Ce que 1819 signifie pour la place financière

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

La fondation de 1819 a posé les bases institutionnelles sur lesquelles la place financière s'est ensuite construite. La première est l'ouverture : un port ouvert aux navires et aux marchands de toutes les nations, sans droits sur le commerce. L'ouverture reste la caractéristique déterminante de l'économie singapourienne, qui dépend du commerce à un degré que peu d'autres économies égalent. Elle caractérise aussi sa place financière, qui sert des clients et des institutions de toute l'Asie et du monde entier.

La deuxième base est la protection d'une puissance extérieure forte. Les débuts de Singapour devaient leur sécurité à la Royal Navy et à la Compagnie des Indes orientales. La république indépendante a dû assurer elle-même sa sécurité, par la défense et la diplomatie. Sa place financière dépend de la stabilité qui en résulte. La question de la protection revient dans la partie F, consacrée à la politique étrangère d'un petit État, et dans la partie K, consacrée aux risques géopolitiques de la décennie à venir.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

La troisième base est une communauté marchande plurielle liée par le crédit. Le recensement de 1824 décrit une société composée de nombreuses communautés. L'histoire commerciale des premières années montre comment leurs réseaux de crédit et d'information s'imbriquaient. La place financière d'aujourd'hui, avec ses banques internationales, ses family offices venus de toute l'Asie et ses maisons de négoce de tous les continents, prolonge cette tradition.

La quatrième base est la conception étatique. Le plan de la ville de Raffles, ses règlements et le renvoi de Farquhar témoignent d'une volonté de façonner l'établissement selon un plan. L'État développeur de Singapour indépendante, examiné dans les parties C et D, a exercé la même volonté à bien plus grande échelle. L'alliance de l'ouverture et de la conception, des marchés libres et d'un État planificateur, est peut-être le trait le plus distinctif du modèle singapourien.

La comparaison avec Genève s'impose à nouveau. La place financière moderne de Genève est issue de la Réforme, du Refuge et d'une communauté de banquiers protestants qui ont bâti leurs institutions au fil des siècles, sans fondateur extérieur. Celle de Singapour est née d'un acte délibéré de fondation par une compagnie commerciale impériale. Les institutions genevoises sont plus anciennes que l'État fédéral suisse, alors que celles de Singapour ont été conçues dès l'origine par un gouvernement. Cette différence explique une grande partie du contraste entre les deux places examiné tout au long de cet ouvrage : la banque privée genevoise, décentralisée et familiale, et le développement du secteur financier singapourien piloté par l'État.

En chiffres

Pensions prévues par le traité du 6 février 1819 : 5 000 dollars espagnols par an pour le sultan, 3 000 pour le Temenggong. Accord du 7 juin 1823 : versements mensuels de 1 500 et de 800 dollars espagnols. Traité du 2 août 1824 : une somme forfaitaire supplémentaire de 20 000 dollars espagnols. Commerce de la première année : 400 000 dollars espagnols. Population en janvier 1824 : 10 683 habitants. Commerce en 1825 : 22 millions de dollars (estimation ancienne) ou 12,3 millions de dollars (série de Wong Lin Ken), contre 8,5 millions de dollars pour Penang.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com